



GHT SOMME LITTORAL SUD

DIRECTION DES ACHATS

**Cahier des clauses
administratives particulières**

Dossier n°22BI0142

**Accord-cadre de
Services courants
Maintenance des
équipements
biomédicaux du GHT
Somme Littoral Sud,
fourniture de pièces
détachées, échange
standard et prestations
associées**



Sommaire

Sommaire	2
1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3. Forme du marché	6
1.4. Durée de l'accord-cadre	6
1.5. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires.....	7
1.6. Sous-traitance	7
2. Pièces contractuelles	7
3. Dispositions en matière de développement durable	8
4. Modalités d'exécution	8
4.1. Modalités de passation des commandes.....	8
4.2. Lieux et délai de livraison	9
4.3. Documents à fournir pendant l'exécution	9
4.4. Devis	9
4.5. Emballage	10
4.6. Transports	10
4.7. Bon de livraison	10
4.1. Etat des lieux de sortie en fin d'exécution de l'accord-cadre.....	10
5. Prix, variation des prix	11
5.1. Caractéristiques des prix	11
5.2. Forme et variation des prix	11
5.3. Recours au catalogue fournisseur.....	11
5.4. Offres promotionnelles	11
6. Clauses de financement et de sûreté	12
6.1. Avance	12
6.2. Retenue de garantie.....	13
7. Règlement des comptes	13
7.1. Transmission des demandes de paiement.....	13
7.2. <i>Modalités de règlement</i>	14
7.3. Délais de paiement.....	14
7.4. Règlement en cas de cotraitants.....	15



8.	Pénalités	15
9.	Clauses de confidentialité et de récusation	16
10.	Obligations du titulaire	16
11.	Constatation de l'exécution des prestations	17
11.1.	Opérations de vérification	17
11.2.	Décision après vérification	17
12.	Garantie des prestations.....	17
13.	Assurances	17
14.	Clauses de réexamen	18
14.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution 18	
14.2.	Changement de référence	18
15.	Exécution aux frais et risques – Achat pour compte	19
16.	Résiliation.....	19
17.	Autres obligations du titulaire	20
17.1.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	20
17.2.	Confidentialité et sécurité	20
18.	Différends et litiges	21
19.	Déroptions au CCAG applicable	21



1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre, a pour objet la maintenance des équipements biomédicaux du GHT Somme Littoral Sud, fourniture de pièces détachées, échange standard et prestations associées.

Cet accord-cadre comprend également la fourniture des accessoires, pièces détachées et consommables nécessaires au bon fonctionnement des équipements, en lien avec l'objet du lot.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les établissements du GHT Somme Littoral Sud concernés par cet accord-cadre sont les suivants : CHU Amiens-Picardie, CH d'Abbeville, CH de l'Arrondissement de Montreuil sur mer, CHI Montdidier-Roye, CH de Corbie, CH de Doullens et EPSM de la Somme.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

La présente consultation comprend 42 lots comme suit :

Numéro lot	Intitulé
1	Contrôle, maintenance et calibration de bistouris toutes marques
2	Maintenance des moteurs chirurgicaux, des dermatomes et des expenseurs de marque ZIMMER
3	Maintenance des pièces à main de marque KAVO
4	Maintenance de fauteuil dentaire de marque KAVO
5	Maintenance des systèmes de cryochirurgie et des cryodes de marque ERBE
6	Maintenance des éclairages opératoires de marque DR MACH
7	Maintenance des éclairages opératoires de marque SIMEON MEDICAL
8	Maintenance d'unité de consultation dentaire (fauteuil, scialytique et cart) de marque ADEC
9	Maintenance des étuves (bactériologiques et/ou CO2) toutes marques
10	Maintenance des spectrophotomètres toutes marques
11	Maintenance du générateur TECHNEGAS



12	Maintenance des colposcopes toutes marques
13	Maintenance des systèmes de perfusion modulaire de gamme ORCHESTRA et les pompes à perfusion de gamme OPTIMA MS de marque FRESENIUS
14	Maintenance des pousse seringues gamme Pilote de marque FRESENIUS
15	Maintenance des systèmes de perfusion de la gamme Agilia Volumat et injectomat et armoire IRM de marque FRESENIUS
16	Maintenance des systèmes de polysomnographie de marque RESPIRONICS PHILIPS
18	Maintenance des systèmes d'EFR = ensemble d'analyse de la fonction respiratoire (analyseur de gaz respiratoires, spiromètre, cabine pléthysmographique, VO2 max à l'effort) de marque NSPIRE (modele zan 500)
19	Maintenance des audiomètres de marque GRASON STADLER
20	Maintenance d'unité d'examen ORL de marque COLLIN
21	Maintenance des équipements d'exploration fonctionnelle d'ophtalmologie de marque TOPCON
22	Maintenance des équipements d'exploration fonctionnelle d'ophtalmologie de marque EIDON
23	Maintenance et échanges standards de pièces à main de marque Alcon
24	Maintenance de générateurs de gaz (hydrogène et azote) toutes marques
25	Maintenance et contrôle COFRAC des systèmes de pipettage de laboratoire toutes marques
26	Maintenance de micromanipulateurs pour la biologie de la reproduction toutes marques.
27	Maintenance de lasers de marque COOK
28	Maintenance de lasers de marque TOP CON
29	Maintenance de lasers de marque CON BIO
30	Maintenance des générateurs, couverture électrique et les berceaux chauffants de marque ELECTRO CONCEPT
31	Maintenance des appareils de télémétrie de marque MINDRAY
32	Maintenance des moniteurs de surveillance cardio respiratoire de marque SPACELABS
33	Maintenance des cardiotocographes de marque NEOVENTA
34	Maintenance des cardiotocographes de marque OXFORD / SONICAID



35	Maintenance des moniteurs de débit cardiaque et stimulateurs de marque OSYPKA
36	Maintenance des garrots pneumatiques toutes marques
37	Maintenance des ventilateurs PARAPAC de marque Smith Medical
38	Maintenance de conditionneuse de médicaments de marque EUCLID
39	Vérification de testeurs et simulateurs Biomédicaux sur site et hors site
40	Maintenance d'appareils de rééducation multimarques du CH de Corbie
41	Maintenance d'appareils de rééducation du CH d'Abbeville
42	Maintenance d'appareils de rééducation du CH de Doullens
43	Maintenance d'équipements de l'EPSM de la Somme

Pour information, il n'y a pas de lot 17 concernant cet accord-cadre.

1.3. Forme du marché

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à émission de bons de commande conclu sans minimum et avec un montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre (périodes de reconduction comprises), par lot et par établissement. Les montants maximums par lot et par établissement sont indiqués dans l'annexe 1 au CCAP « Liste des lots et montants maximums par établissement ».

1.4. Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une période initiale à compter de sa notification jusqu'au 30/11/2026 et reconductible 3 fois 12 mois par tacite reconduction à sa date d'anniversaire sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder 4 ans.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée sera adressée par tout moyen attestant de date et de l'heure de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la période considérée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et pour une durée d'exécution ne pouvant aller au-delà de 3 mois.



1.5. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6. Sous-traitance

En cas de sous-traitance de tout ou partie des services de l'accord-cadre, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 – Bordereau de prix
 - Annexe 2 – Questionnaire technique
 - Annexe 3 – Périmètre couvert et exclusions
 - Annexe 4 – Frais de déplacement par établissement
 - Annexe 5 - Taux d'escompte



- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 – Liste des lots et montants maximums par établissement
 - Annexe 2 - PSSI : Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les modifications de marché, postérieurs à la notification du marché
- Les bons de commande
- L'offre technique du titulaire

Les conditions générales de vente (ou d'achat) sont inopposables au pouvoir adjudicateur.

3. Dispositions en matière de développement durable

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG FCS. Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

4. Modalités d'exécution

4.1. Modalités de passation des commandes

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les prestations seront exécutées à compter de la notification du bon de commande. Les délais d'exécution sont fixés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre et dans le BPU du titulaire.

Le bon de commande comporte a minima :

- Le numéro et la date de commande
- La désignation de la fourniture
- La référence à l'accord-cadre
- La quantité commandée
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande
- Le ou les lieux et délais de livraison
- Tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commande signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

Les bons de commande pourront être notifiés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.



4.2. Lieux et délai de livraison

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS. L'adresse de livraison est celle indiquée sur le bon de commande.

Aucun produit ne sera livré directement dans les services sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur.

Les délais d'exécution sont fixés dans le CCTP, dans le questionnaire technique et le BPU remis par le titulaire.

4.3. Documents à fournir pendant l'exécution

Après notification de l'accord-cadre, le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Le catalogue de pièces détachées et accessoires ;
- Pour les appareils en télémaintenance les schémas synoptiques explicatifs de la connexion par télémaintenance qui serait mise en place.
- Attestation de formation du personnel intervenant pour la maintenance
- Pièces justificatives indiquant que les appareils de test ou de calibrage utilisés pour la maintenance des appareils des établissements sont conformes (suivi métrologique).

4.4. Devis

Toute intervention susceptible d'entraîner une dépense hors forfait sera soumise à acceptation préalable d'un devis par la personne désignée par l'établissement concernée.

Ce devis fera apparaître :

- Le cout horaire de la prestation à l'attachement HT (tarif horaire, temps passé, déplacement, et le cas échéant cout des opérations de constat) ;
- La désignation et le cout des pièces détachées à changer (suivant tarif fourni en annexe de l'acte d'engagement) ;
- Le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La durée d'immobilisation maximale garantie jusqu'à la remise en service du matériel.

Ce devis et la fiche d'intervention correspondante devront être joints à l'original de la facture pour conditionner le paiement.

Le seuil mentionné ci-dessus pourra être modifié (en hausse ou en baisse) après concertation auprès du titulaire par l'établissement.



4.5. Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Les emballages restent la propriété du titulaire. Ils seront repris par le prestataire après livraison et installation.

4.6. Transports

- Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits (article 19.2 du CCAG-FCS).

- Risques inhérents au transport

Par application de l'article 19.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire. En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du titulaire.

4.7. Bon de livraison

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison indiquant :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la date d'expédition
- la référence de la commande (N° de la commande de l'établissement demandeur)
- la désignation des articles fournis
- les quantités livrées
- indication du pays d'origine des fournitures livrées

Le candidat retenu qui n'assurerait pas lui-même la livraison s'engage à faire respecter au transporteur de son choix les conditions indiquées ci-dessus.

4.1. Etat des lieux de sortie en fin d'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution de l'accord cadre les équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur âge, de leur état initial et de leur utilisation. Dans le cas contraire, il devra remettre en état les équipements aux frais exclusifs du titulaire du présent marché. Pour cela, un état des lieux de fin de contrat avec le nouveau titulaire sera effectué en comparaison avec l'état des lieux réalisé au début du contrat. Le soumissionnaire ne pourra s'opposer à cet état des lieux de sortie et devront y être présent le commercial référent du dossier et l'un des techniciens référents du site.



5. Prix, variation des prix

5.1. Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont traitées à prix unitaires tels que détaillés dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés franco de port comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5.2. Forme et variation des prix

Les prix du marché sont fermes pour la première période. A l'issue de celle-ci, et à chaque année de reconduction, les prix seront révisables, à la hausse comme à la baisse par un ajustement.

Le titulaire devra adresser au CHU d'Amiens-Picardie à l'adresse suivante Direction.Achats-GHT@chu-amiens.fr et 2 mois minimum avant le début de la nouvelle période (annuelle) un bordereau de prix actualisé.

Des justificatifs seront à joindre afin de permettre d'analyser l'ajustement des tarifs.

A défaut de remplir cette obligation, le CHU refusera la révision des prix. Les prix seront est alors déterminés à partir du dernier tarif accepté au marché.

Clause de sauvegarde :

Si la hausse annuelle excède **3%** par rapport à l'année antérieure, le CHU d'Amiens se réserve le droit de résilier ce marché, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il est a noté que le titulaire n'est pas tenu d'augmenter ses prix et pourra à sa discrétion, choisir de les maintenir.

5.3. Recours au catalogue fournisseur

Le recours au catalogue fournisseur est autorisé sur l'ensemble de la gamme référencée dans le cadre du présent marché concernant les pièces détachées, accessoires et consommables. Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné se réserve la possibilité de commander les références non inscrites au BPU, correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Cette ouverture catalogue devra être strictement conforme à l'objet du marché et relever spécifiquement de la gamme de produit alloti. Le montant total des achats effectués sur la base du catalogue ne pourra dépasser 10% du montant maximum du lot concerné par l'établissement.

5.4. Offres promotionnelles



En dehors des périodes de révision éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement. Dans le cas où le titulaire ne précise pas dans l'acte d'engagement l'acceptation ou le refus de l'avance, celui-ci est réputé refuser l'avance.

Les montants relatifs à l'avance évoqués ci-dessous sont exprimés toutes taxes comprises.

Conformément à l'article B.11.1. du CCAG FCS (option B), le montant de l'avance sera égal à 5.0 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport $12/N$, N étant la durée évaluée en mois.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-19 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

En application de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, si l'avance est inférieure ou égale à 30% du montant de l'accord-cadre, elle sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure à 30% du montant de l'accord-cadre, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Si l'avance est inférieure à 80% du montant de l'accord-cadre, son remboursement devra être achevé lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre. Si l'avance est supérieure ou égale à 80% du montant de l'accord-cadre, elle sera intégralement remboursée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra le montant de l'avance accordée.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

6.2. Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7. Règlement des comptes

7.1. Transmission des demandes de paiement

Les factures sont déposées de manière électronique sur le portail CHORUS PRO ou envoyées au format papier directement à l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud selon les conditions mentionnées au paragraphe A ci-dessous. Attention, le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, toute structure publique est dans l'obligation de réceptionner toute facture par voie électronique.

Le dépôt de la facture électronique est rendue progressivement obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2017 en fonction de la taille des entreprises. Cependant toute entreprise peut choisir la facturation électronique dès le 1^{er} janvier 2017.

Une solution technique mutualisée sous la forme d'un portail dit « CHORUS PRO » permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques, est mis à disposition gratuitement des fournisseurs.

Le décret n°2016-1478 du 02 novembre 2016 fixe les modalités d'application des nouvelles obligations de transmission et d'acceptation des factures électroniques, prévues par l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique. L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro. Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission : Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit jamais être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour plus d'informations, vous pouvez accéder au site :
<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;



- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les bons de commande émis par l'établissement mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO.

Le SIRET du CHU d'Amiens Picardie à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268000 14800018.

Le SIRET du CH d'Abbeville à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 015 00019.

Le SIRET du CH de l'arrondissement de Montreuil sur Mer à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 266 209 691 00192.

Le SIRET du CH de Corbie à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 072 00010.

Le SIRET du CH d'Albert à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 031 00016.

Le SIRET du CH de Doullens à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 106 00016.

Le SIRET du CHI de Montdidier-Roye à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 163 00017.

Le SIRET de l'EPSM de la Somme à utiliser lors de ces dépôts est uniquement le 268 000 296 00015.

7.2. Modalités de règlement

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG applicable, les précisions ci-dessous sont apportées.

Prestations de maintenance forfaitaire :

Facturation trimestrielle à terme échu ; dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG FCS, sous réserve des dispositions du Code de la commande publique ;

Prestations hors forfait, fourniture d'accessoires, consommables et pièces détachées :

Après service fait ou livraison pour les prestations hors forfait ; dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS, sous réserve des dispositions du Code de la commande publique.

7.3. Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article 2192-11 du Code de la commande publique.



Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret 2013-269 du 29 mars 2013).

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires. Plusieurs taux d'escompte pourront être avancés, variables par tranches de délai suivants :

Paiement à 40 jours : %

Paiement à 30 jours : %

Paiement à 20 jours : %

Ces conditions contractuelles, s'appliqueront chaque fois que l'établissement honorera les paiements sous le délai susvisé ou plus court. Elles n'emportent pas obligation pour l'établissement de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, pris en application du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

Au-delà de l'application des taux d'escompte, dans le cadre de l'application des intérêts moratoires c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers.

7.4. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

8. Pénalités



Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités sont applicables sans mise en demeure et selon les modalités sont les suivantes :

- **Pénalités pour retard sur une panne urgente / bloquante : 150 euros par jour de retard**

Pour rappel, une panne bloquante constitue un défaut technique sur l'équipement rendant impossible son utilisation clinique

- **Pénalités pour retard sur une panne non urgente / non bloquante : 100 euros par jour de retard**

Pour rappel, une panne non bloquante constitue défaut technique sur l'équipement rendant difficile son utilisation clinique

- **Pénalités de retard de livraison des pièces détachées et Accessoires**

A l'issue du retard, pourront être appliquées au titulaire des pénalités calculées selon des dispositions suivantes, applicable sur chaque sous-ensemble identifié au bordereau de prix : 2 % de la valeur commandée par semaine de retard.

- **Pénalités de retard de restitution des rapports d'intervention**

En cas de refus de la réalisation de la revue annuelle de contrat et de remise des documents contractuels, pourront être appliquées au Titulaire des pénalités calculées selon des dispositions suivantes : 200€ par semaine de retard.

9. Clauses de confidentialité et de récusation

Dans le cas où un intervenant du prestataire manquerait à ses obligations de confidentialité, de tenue inconvenante ou de non-respect des consignes propres à l'établissement dans lequel il intervient, il pourra être récusé au tort exclusif du fournisseur et se voir refusé tout accès à l'établissement. Selon la gravité de ses actes, des poursuites au tribunal pourront être prise à son égard.

10. Obligations du titulaire

Le Titulaire devra pouvoir justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés à un tiers du fait d'accidents ou d'incendie :

- par son personnel salarié en activité de travail,
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation,
- du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise pendant et après réception de la prestation.

Lors de l'intervention sur site, le technicien du Titulaire devra se conformer aux règles suivantes :



- respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement (vitesse de circulation, stationnement, utilisation des ascenseurs, encombrement des accès et couloirs, zone non-fumeur, ...),
- arrêt des téléphones portables à l'intérieur des bâtiments,
- tenue propre et correcte,
- respect des règles d'hygiène, de sécurité et de radioprotection (ex : port du dosimètre...),
- identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant).
- Respect des règles concernant le secret médical conformément aux lois françaises en vigueur. L'intervenant prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des informations médicales auxquelles il aurait accès.

11. Constatation de l'exécution des prestations

11.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS.

11.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

12. Garantie des prestations

Conformément au CCAG FCS, la garantie des pièces détachées, accessoires neufs et prestations associées couvrira une période minimale de 1 an à compter de la date de mise en service du matériel. Le candidat s'engage à respecter la durée de garantie offerte inscrite au BPU remis dans le cadre de son offre.

13. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.



14. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

14.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non le remplaçant.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

14.2. Changement de référence

En cas de modification de référence liée à un changement de code du produit ou à une substitution de référence sans modification des caractéristiques techniques principales du produit et sans impact sur le prix ou en cas d'évolution du produit lié à un changement de conditionnement ou d'emballage, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le CHU Amiens-Picardie.



Dans ce cas, le titulaire s'engage à envoyer un courrier d'informations au CHU AP en précisant, outre le libellé et numéro du présent accord-cadre, le lot (N° et libellé), un tableau de correspondance entre la nouvelle et l'ancienne référence, la fiche technique de la nouvelle référence et son certificat de marquage CE le cas échéant.

Le courrier mentionne expressément que les caractéristiques techniques du produit référence et les prix demeurent inchangés.

Un avenant sera établi par le pouvoir adjudicateur.

15. Exécution aux frais et risques – Achat pour compte

En cas de défaillance du titulaire (livraison non conforme ou délais d'intervention supérieurs à ceux indiqués ci-dessous) le pouvoir adjudicateur peut s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, aux frais et risques du titulaire, dans les conditions fixées à l'article 45 du CCAG FCS :

Maintenance curative (panne bloquante)	24h après le délai proposé par le fournisseur
Maintenance curative (panne non bloquante)	72h après le délai proposé par le fournisseur

Aucune mise en demeure préalable n'est requise dans ce cas. Le titulaire est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité de livraison ainsi que de la date de reprise de livraison : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'approvisionnement chez l'autre fournisseur.

En cas de défaillance répétée soit plus de trois fois au cours de la même période, la résiliation pourra intervenir dans les conditions fixées aux articles 38 et 41 du CCAG FCS

16. Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 42 du CCAG FCS :

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.



17. Autres obligations du titulaire

17.1. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

17.2. Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un



délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

18. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
80 000 Amiens
Téléphone : 03.22.33.61.70
Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
<http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

19. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé et intitulés des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAG	Articles du CCAP
4.1	Pièces contractuelles
14	Pénalités
42	Résiliation
33	Garantie des prestations